



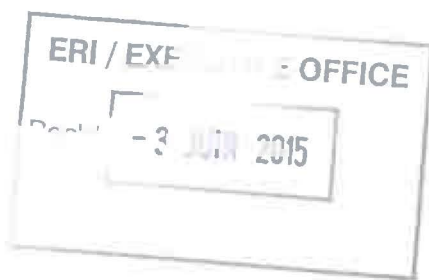
Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Patrimoine
culturel
immatériel

Accréditation d'ONG

ICH-09 – Formulaire



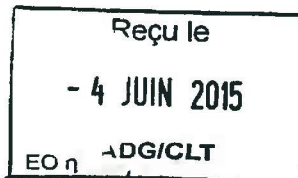
Reçu CLT / CIH / ITH
CLT
FAO

Le 04 JUN 2015

N° 0425

DEMANDE D'ACCREDITATION D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE POUR ASSURER DES FONCTIONS CONSULTATIVES AUPRES DU COMITE

DATE LIMITE 31 MAI 2015



Les instructions pour remplir la demande sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.unesco.org/culture/ich/fr/formulaires/>

1. Nom de l'organisation

1. a. Nom officiel

Veillez indiquer la dénomination officielle complète de l'organisation, dans sa langue d'origine, telle qu'elle apparaît dans les pièces justificatives établissant sa personnalité juridique (8.b ci-dessous).

VACP INTERNATIONALE (VILLAGE AFRICAIN DE CULTURES ET PROMOTION INTERNATIONALE).

1. b. Nom en français ou anglais

Veillez Indiquer la dénomination de l'organisation en français ou en anglais.

ONG VACP INTERNATIONALE

2. Coordonnées de l'organisation

2. a. Adresse de l'organisation

Veillez indiquer l'adresse postale complète de l'organisation, ainsi que les coordonnées complémentaires telles que le numéro de téléphone ou du fax, l'adresse électronique, le site Web, etc. L'adresse postale indiquée doit être celle où l'organisation exerce son activité, quel que soit son lieu de domiciliation juridique (voir point 8).

Organisation : ONG VACP INTERNATIONALE

Adresse : C/ RIO CUBAS N°3, 1D. CP: 39004 SANTANDER - SPAIN

Numéro de
téléphone : 0034602094604

Adresse
électronique : infos@vacp-internationale.com

Site web : www.vacp-internationale.com

Autres informations VILLAGE AFRICAIN DE CULTURE ET PROMOTION INT.

pertinentes :

2.b Personne à contacter pour la correspondance

Donnez le nom, l'adresse complète et tout autre renseignement du responsable à qui toute correspondance concernant la candidature peut être adressée.

Titre (Mme/M., etc.) : Mr
Nom de famille : SALLA NKOUMBA
Prénom : SERGE GABRIEL
Institution/fonction : ONG VACP INTERNATIONALE / PRESIDENT
Adresse : C/ RIO CUBAS N°3. 1D, CP:39004 SANTANDER SPAIN.
Numéro de téléphone : 0034602094604
Adresse électronique : infos@vacp-internationale.com
Autres informations pertinentes : /

3. Pays où l'organisation est active

Indiquez le/les pays où l'organisation exerce ses activités. Si elle œuvre uniquement dans un seul pays, veuillez préciser lequel. Si ses activités sont internationales, indiquez si elle opère au niveau mondial ou dans une ou plusieurs régions, et listez les pays principaux où elle mène ses activités.

- national
 international (veuillez préciser :)
 dans le monde entier
 Afrique
 États arabes
 Asie & Pacifique
 Europe & Amérique du Nord
 Amérique latine & Caraïbes

Veuillez énumérer le/les principal(aux) pays où elle est active:

CAMEROUN / ESPAGNE

4. Date de sa création ou durée approximative de son existence

Veuillez indiquer quand l'organisation a été créée.

11/ 08/ 2009.

5. Objectifs de l'organisation

Veillez décrire les objectifs pour lesquels l'organisation a été créée et qui doivent être « en conformité avec l'esprit de la Convention » (Critère C). Si les objectifs principaux de l'organisation sont autres que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, expliquez en quoi l'objectif de sauvegarde est lié à ses objectifs à plus grande échelle.

400 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

- Diffuser et promouvoir la culture africaine, stimulant le goût et la sensibilisation pour tous les valeurs folkloriques dans la société en particulier entre la jeunesse.
- Promouvoir et sauvegarder les arts traditionnels a travers des activités artistiques.
- Enrichir le contenu culturel et artistique des peuples dans la fraternité et sans enterrés
- Développer les sentiments d'amitié et compréhension mutuelle et coopération internationale entre les cultures.
- Contribuer a la conservation, le développement et à la diffusion du folklore y les cultures traditionnelles, veillant pour et sur son authenticité.

6. Activités de l'organisation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Les points 6.a. à 6.c. sont essentiellement destinés à montrer que l'ONG satisfait au critère consistant à « avoir des compétences, des qualifications et l'expérience avérées en matière de sauvegarde (telle que celle-ci est définie dans l'article 2.3 de la Convention) du patrimoine culturel immatériel se manifestant entre autres dans un ou plusieurs domaines spécifiques » (Critère A).

6.a. Domaine(s) où l'organisation est active

Cochez une ou plusieurs cases pour indiquer les domaines principaux où l'organisation est la plus active. Si ses activités se rapportent à d'autres domaines que ceux énumérés, cochez « autres domaines » et indiquez les domaines concernés.

- traditions et expressions orales
- arts du spectacle
- pratiques sociales, rituels et événements festifs
- connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers
- savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- autres domaines – veuillez préciser :

COOPERATION INTERNATIONALE, BONNE GOUVERNANCE, TOURISME SOLIDAIRE.

6.b. Activités principales de sauvegarde dans lesquelles l'organisation est impliquée

Cochez une ou plusieurs cases pour indiquer les principales activités de sauvegarde de l'organisation. Si ses activités impliquent des mesures de sauvegarde non énumérées ici, cochez « autres mesures de sauvegarde » en précisant lesquelles.

- identification, documentation, recherche (y compris le travail d'inventaire)
- préservation, protection
- promotion, mise en valeur
- transmission, éducation formelle et non formelle
- revitalisation
- autres mesures de sauvegarde – veuillez préciser :

Promotion et respect des arts culturels.

6. c. Description des activités de l'organisation

Les organisations qui font une demande d'accréditation doivent décrire brièvement leurs activités récentes et leur expérience en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Donnez des informations sur le personnel et les membres de l'organisation, décrire leurs compétences et qualifications dans le domaine du patrimoine culturel immatériel et expliquer comment elles les ont acquises. La documentation justifiant ces activités et ces compétences peut être présentée, si nécessaire, au point 8.c. ci-dessous.

860 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

- A. Organiser des festivals de folklores et rythmes Africains.
- B. Organiser des expositions artistiques entre les peuples africains et de Cantabria, des défilés de mode africain, danses folkloriques, les contes, chants et la musique traditionnelle.
- C. Elaborer des circuits pour favoriser les rencontres entre les peuples africains et cantabres et la connaissance de ses cultures respectives.
- D. Favoriser la diffusion des reportages et films africains à travers des festivals, expositions et si possible dans tous les moyens de communication.
- E. Promouvoir des activités nécessaires en relation avec la promotion de la culture traditionnelle africaine.
- F. Maintenir des étroites relations d'amitié et collaboration à être possible avec tous les festivals y organisations pour procurer la promotion culturelle
- G. Favoriser l'échange des idées culturelles dans un climat de tolérance qui contribue à la paix du monde et de l'Afrique.
- H. Confectionner des calendriers et postales avec image des festivals y figures de culture africaine.

7. Les expériences de l'organisation en coopération avec les communautés, les groupes et les praticiens du patrimoine culturel immatériel

Le Comité évalue si l'ONG qui fait une demande d'accréditation « coopère, dans un esprit de respect mutuel avec les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus créant, pratiquant et transmettant le patrimoine culturel immatériel » (Critère D). Décrivez brièvement ici ces expériences.

400 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

L'aide aux communautés sur la compréhension de l'importance de la conservation des traditions et cultures ancestrales. Promouvoir un tourisme solidaire, conservateur et respectueux.

8. Documentation sur les capacités opérationnelles de l'organisation

Les Directives opérationnelles exigent qu'une organisation demandant une accréditation soumette des documents éprouvant qu'elle possède les capacités opérationnelles énoncées au Critère E. Ces pièces justificatives peuvent revêtir plusieurs formes, selon le régime juridique en vigueur de chaque pays. Les documents présentés doivent être traduits si possible en français ou en anglais dans le cas où les originaux seraient dans une autre langue. **Veillez identifier clairement les pièces justificatives avec le(s) point(s) (8.a, 8.b ou 8.c) auxquels elles se réfèrent.**

8.a. Membres et personnel

La preuve de l'implication des membres de l'organisation telle que demandée au critère E (i) peut prendre des formes aussi diverses qu'une liste des directeurs, une liste du personnel et des statistiques sur la quantité et les catégories de membres ; une liste complète des membres, n'est en principe, pas nécessaire.

Veillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.a »

8.b. Personnalité juridique reconnue

Si l'organisation a une charte, des articles de constitution, un règlement intérieur ou un document de création équivalent, un exemplaire doit être joint. Si, dans le cadre de la législation nationale en vigueur, l'organisation a une personnalité juridique reconnue par des moyens autres qu'un acte de constitution, veuillez fournir les pièces justificatives (par exemple, par la publication d'une annonce dans une gazette ou un journal officiel) montrant comment cette personnalité juridique a été établie.

Veillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.b »

8.c. Durée d'existence et activités

Si cela n'est pas déjà clairement indiqué dans les documents fournis au point 8.b. veuillez présenter les pièces justificatives prouvant que l'organisation existe depuis au moins quatre ans lors de sa demande d'accréditation. Veuillez présenter les documents montrant qu'elle a mené des activités de sauvegarde appropriées durant cette période, y compris celles décrites au point 6.c ci-dessus. Des documents supplémentaires tels que des livres, des CD, des DVD ou des publications similaires ne peuvent être pris en compte et ne doivent pas être soumis.

Veillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.c »

9. Signature

Le formulaire doit inclure le nom et la signature de la personne habilitée à signer au nom de l'organisation qui demande l'accréditation. Les demandes sans signature ne peuvent être prises en considération.

Nom : Serge Gabriel Salla Nkoumba.

Titre : Président

Date : 22 MAI 2015

Signature : 

**CERTIFICADO DE ACTA DE ELECCIÓN O MODIFICACIÓN DE LOS
TITULARES DE LA JUNTA DIRECTIVA U ÓRGANO DE
REPRESENTACIÓN**

DÑA: ANA BELEN ANDRES LOPEZ con N.I.F. 20218893F, en calidad de Secretario/a de la asociación VACP INTERNATIONALE N.I.F. G39712781, inscrita en el Registro de Asociaciones del Gobierno de Cantabria con el número: 4601 desde el 20 / 07 / 2009.

CERTIFICA:

Que según el acuerdo de la Asamblea General de Asociados de fecha: 16 / 12 / 2014, adoptado con arreglo a sus Estatutos, los titulares de los órganos de gobierno y representación de la entidad son los siguientes:

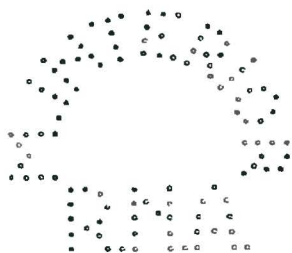
Presidente/a: D/ÑA: SERGE GABRIEL SALLA NKOUMBA
Nacionalidad: CAMERUNES, N.I.F. Y0243272S
Domicilio: C/ RIO CUBAS Nº3, 1D

Secretario/a: D/ÑA: ANA BELEN ANDRES LOPEZ
Nacionalidad: ESPAÑOLA, N.I.F. 20218893F.
Domicilio: C/ RIO CUBAS Nº3, 1D.

OTROS MIEMBROS (CARGO, NOMBRE Y APELLIDOS, NACIONALIDAD, N.I.F., DOMICILIO):

- TESORERA: MARIA SOLEDAD ARNAIZ BASABA. ESPAÑOLA, DNI: 30647928Z. C/ ATXURI Nº39, 1ºD BILBAO VIZCAYA CP: 48006.

- COORDINADOR: ELVIS NKOM. FRANCÉS, DNI. 101260200573, C/ RIO CUBAS Nº 3, 1ºD CP: 39004 SANTANDER.



Que se presta el consentimiento a la Administración encargada de la inscripción registral para que sean comprobados los datos de identidad de los firmantes. (Real Decreto 522/2006, de 28 de abril – B.O.E. núm. 110, de 9 de mayo de 2006).

En SANTANDER, a 16 de Diciembre de 2015.

EL/LA SECRETARIO/A.
DÑA. ANA BELEN ANDRES LOPEZ.
N.I.F. 20218893 F

Vº.Bº.
EL/LA PRESIDENTE/A.
D.SERGE GABRIEL SALLA NKOUNBA
N.I.F. Y0243272 S

FDO.:



FDO.:



Firmas de los titulares de la Junta Directiva entrantes y salientes o las razones de la ausencia de éstas últimas suficientemente justificadas, indicando el cargo, nombre y apellidos de las personas que suscriben:


JUNTA DIRECTIVA

ENTRANTES:

Secretaria: ANA BELEN ANDRES LOPEZ



Coordinador: ELVIS NKOM



SALIENTES:

Secretaria: ANNICK PATRICIA RAZAFINDRABE



Vicepresidente: MARCELIN MBAHI MUMBEAU



Vocal: MAMADOU DOSSO



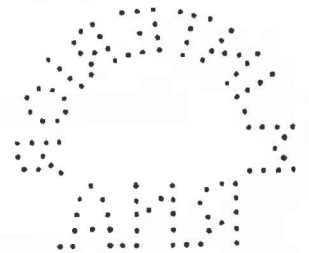
PRACTICADA LA INSCRIPCIÓN DE JUNTA DIRECTIVA
CORRESPONDIENTE A LA ENTIDAD VACP INTERNATIONALE,
INSCRITA EN EL GRUPO 1 SECCIÓN 1 NÚMERO NACIONAL 607559,
LA DOCUMENTACIÓN HA SIDO DEPOSITADA EN EL REGISTRO
NACIONAL DE ASOCIACIONES.

Madrid, 07/04/2015

LA JEFA DEL ÁREA DE ASOCIACIONES




PALOMA LÓPEZ PONCE



ASOCIACIÓN VACP INTERNATIONALE

CAPITULO PRIMERO.

Denominación, Ámbito de actuación, domicilio y duración.

Artículo 1. Se constituye en la ciudad de Santander la asociación que se denominara: “**VACP Internationale**”, que se registrá por la vigente ley de asociaciones y por los presentes estatutos.

Artículo 2. La asociación **VACP Internationale** fija su domicilio principal en la calle: *Rio Cubas, nº3. 1D, CP: 39004 Santander – Cantabria.*

Artículo 3. La asociación desarrollará sus actividades en todo el territorio nacional de España y tendrá duración indefinida y solo se disolverá por acuerdo de la Asamblea General Extraordinaria.

Artículo 4. La junta directiva será el órgano competente para interpretar los preceptos contenidos estos estatutos y cubrir sus lagunas, siempre sometiéndose a la normativa legal vigente en materia de asociaciones.

Artículo 5. De la personalidad fines y actividades de la asociación.

1. La asociación tendrá personalidad como tal desde el momento de su inscripción en el registro de asociaciones de la comunidad autónoma de Cantabria.
2. La asociación tendrá en todo momento carácter no lucrativo y serán sus fines:
 - Difundir y promover la cultura africana, fomentando el gusto y la sensibilidad por todos los valores folklóricos dentro de la sociedad y en particular entre la juventud.
 - Promover y salvaguardar las artes tradicionales a través de las actividades artísticas.
 - Enriquecer el contenido cultural y artístico de los pueblos en la fraternidad y sin intereses
 - Desarrollar los sentimientos de amistad y comprensión mutuos y cooperación internacional entre las culturas.
 - Contribuir a la conservación, el desarrollo y la difusión del folklore y las culturas tradicionales, velando por sus autenticidades.

La asociación desarrollará las siguientes **actividades** para el cumplimiento de sus fines:

- A. Organizar festivales de folklores y ritmos Africanos.
- B. Organizar exposiciones artísticas entre pueblos africanos y de Cantabria con desfiles de moda africana, danzas folklóricas, los cuentos, el canto y la música tradicional.
- C. Elaborar circuitos para favorecer encuentros entre pueblos africanos y cántabros y el conocimiento de sus culturas respectivas.
- D. Favorecer la difusión de documentales y películas africanas a través de los festivales, exposiciones y si posible en los medios de comunicación.
- E. Promover actividades necesarias relacionadas en la promoción de la cultura tradicional africana.
- F. Mantener estrechas relaciones de amistad y colaboración a ser posible con todos los festivales y organizaciones para procurar la promoción cultural
- G. Favorecer el intercambio de ideas culturales en un clima de tolerancia que contribuya a la paz del mundo y África.
- H. Confección de calendarios y postales con imágenes de festivales y figuras de cultura africana.

CAPITULO SEGUNDO:

De los órganos Directivos y de la administración

Artículo 6. La dirección y la administración serán ejercidas por el/la Presidente/a, la Junta Directiva y la asamblea General,

Artículo 7. El/la Presidente/a de la asociación asume la representación legal de la misma y ejecutara los acuerdos en junta directiva y la Asamblea General, presidiendo las sesiones que celebre una y otra El presidente/a será elegido por la asamblea general de entre los socios, y su mandato tendrá como limitación la ratificación de la propia asamblea.

Artículo 8. La junta directiva estará formada por un presidente/a, un secretario/a, un tesorero/a, y un coordinador o vocal.

Artículo 9.

- A. Todos los cargos que compone la junta directiva serán gratuitos. Estos serán designados por la asamblea general y su mandato tendrá duración de 2 años.
- B. Los miembros de la Junta Directiva cesarán por:
 - 1. Transcurso del periodo de su mandato.
 - 2. Renuncia expresa.
 - 3. Acuerdo de la Asamblea General.
 - 4. Incumplimiento de las obligaciones que tuviera encomendadas.

Artículo 10. Son competencias de la junta directiva:

- A. Programar y dirigir las actividades y llevar la gestión administrativa y económica de la asociación, someter a la aprobación de la asamblea general del presupuesto anual de ingresos y gastos, así como el estado de cuentas del año anterior.
- B. Resolver sobre la admisión de nuevos asociados, y proponer a la asamblea general la expulsión de los mismos.
- C. Nombrar delegados o apoderados para alguna determinada actividad de la asociación.
- D. Las previstas en los estatutos.
- E. Cualquier otra facultad que no sea de la exclusiva competencia de la Asamblea General de socios.

Artículo 11. La junta directiva celebrara sus sesiones cuentas veces lo determine el presidente/a, a iniciativa propia o a petición de un 5% de sus miembros. Quedara constituida cuando asistan la mitad más uno de sus miembros y

Para que los acuerdos adoptados sean validos deberán ser tomados por la mayoría de votos. En caso de empate, el voto del presidente será de calidad.

Artículo 12. En caso de vacantes entre los/las componentes de la junta directiva, estas se suplirán en la primera asamblea general

extraordinaria, mientras tanto, serán sustituidos de forma provisional por otro miembro de la junta directiva.

Artículo 13. Los/las componentes de la junta directiva presidirán las comisiones que la propia junta acuerde constituir para desarrollar la organización de diversos actos o actividades.

Artículo 14. El presidente/a de la junta directiva tendrá, además de las facultades consignadas en el artículo 6, las siguientes:

- A. Convocar y levantar las sesiones que celebre la junta directiva y la asamblea general, dirigir las deliberaciones de una y otra, decidiendo con su voto de calidad en caso de empate.
- B. Proponer el plan de actividades a la junta directiva.
- C. Ordenar los pagos acordados válidamente
- D. Autorizar con su firma los documentos, actas y correspondencia.
- E. Adoptar cualquier medida urgente que la buena marcha de la asociación aconseje o en el desarrollo de sus actividades resulte necesaria o conveniente, sin perjuicio de dar cuenta posteriormente a la junta directiva.

Artículo 15.

Serán funciones del secretario/a:

Recibir y tramitar las solicitudes de ingreso, llevar a la teneduría del registro de asociados y en general, todas aquellas acciones que sean tendientes al buen funcionamiento administrativo de la asociación.

Artículo 16.

El tesorero/a recaudará y custodiara los fondos pertenecientes a la asociación, dará cumplimiento a las órdenes de pago que expida el presidente/a, de igual forma que deberá supervisar y controlar la contabilidad y finanzas, pudiendo contar con la ayuda de cuentas personas considere necesario para realizar su labor.

Formalizará el presupuesto anual de ingresos y gastos, así como el estado de cuentas del año anterior que debe ser presentado a la junta directiva para esta, a su vez, los someta a la aprobación de la asamblea general.

Artículo 17. Los coordinadores o vocales, tendrán las obligaciones propias de su cargo como miembros de la Junta Directiva, así como las

que nazcan de las delegaciones o comisiones de trabajo que la propia junta las encomiende.

CAPITULO TERCERO ASAMBLEA GENERAL

Artículo 18. La Asamblea general es el órgano supremo de gobierno de la asociación y estará integrada por todos los asociados.

Artículo 19. Las reuniones de la Asamblea General serán ordinarias y extraordinarias. La ordinaria se celebrara una vez al año dentro de los cuatro meses siguientes al cierre del ejercicio.

La extraordinaria se celebrara cuando las circunstancias lo aconsejen, a juicio del presidente, cuando la directiva lo acuerde o cuando lo proponga por escrito una décima parte de los asociados, quienes también en el propio escrito podrán proponer los asuntos a tratar en el orden del día.


Artículo 20. Las convocatorias de las Asambleas Generales las realizara el presidente por escrito, expresando el lugar, día y hora de la reunión así como el orden del día con expresión concreta de los asuntos a tratar.

Entre la convocatoria y el día señalado para la celebración de la Asamblea en primera convocatoria habrá que mediar al menos quince días, pudiendo hacerse constar, si procediera, la fecha y hora en que se reunirá la Asamblea en segunda convocatoria, sin que entre una y otra pueda mediar un plazo inferior a una hora.


Artículo 21. Las Asambleas Generales, tanto ordinarias como extraordinarias, quedarán válidamente constituidas en primera convocatoria cuando concurren a ella un tercio de los asociados con derecho a voto, y en segunda convocatoria cualquiera que sea el número de asociados con derecho a voto.

Los acuerdos se tomaran por mayoría simple de las personas presentes o representadas, y existirá esta mayoría cuando los votos afirmativos superen a los negativos, no siendo computables a estos efectos los votos en blanco ni las abstenciones.

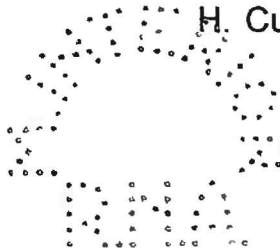
Será necesario **mayoría cualificada** de las personas presentes o representadas, que resultará cuando los votos afirmativos superen la mitad para:

- 
- a) Nombramiento y cese de miembro de la junta directiva.
 - b) Acuerdo para constituir una federación de ASOCIACIONES o integrarse en ellas.
 - c) Disposición o enajenación de bienes.
 - d) Modificación de estatutos.
 - e) Disolución de la asociación.
 - f) Remuneración en su caso de los miembros de la Junta Directiva.

Artículo 22. Son facultades de la Asamblea General Ordinaria:

- 
- A. Aprobar, en su caso, la gestión de la Junta Directiva.
 - B. Examinar y aprobar las cuentas anuales.
 - C. Aprobar o rechazar las propuestas de la Junta Directiva en orden a las actividades de la asociación.
 - D. Fijar las cuotas ordinarias o extraordinarias.
 - E. Cualquiera otra facultad que no sea de la competencia exclusiva de la Asamblea General Extraordinaria.

Artículo 23. Corresponde a la Asamblea General Extraordinaria:

- A. Nombramiento y cese de los miembros de la Junta Directiva.
 - B. Modificación de los estatutos.
 - C. Disolución de la asociación.
 - D. Expulsión de los socios, a propuesta de la Junta Directiva.
 - E. Constitución de federación o integración en ellas.
 - F. Disposición o enajenación de bienes.
 - G. Solicitud de declaración de utilidad pública.
 - H. Cualquier otra facultad prevista en los estatutos.
- 

CAPITULO CUATRO:

De los socios, sus derechos, deberes y clases de estos.

Artículo 24.

Podrán pertenecer a la asociación aquellas personas con capacidad de obrar que tengan interés en el desarrollo de los fines de la asociación, sin ánimo de lucro.

Artículo 25. Dentro de la asociación existirán las siguientes clases de socios:

- A. Socios fundadores, que serán aquellos que participen en el acto de constitución de la asociación
- B. Socios de número, que serán los que ingresen después de la constitución de la asociación.

Artículo 26.

Los socios/as podrán solicitar su baja en la asociación voluntariamente. La junta directiva podrá separar de la asociación aquellos socios/as que cometen actos que los hagan indignos de pertenecer a la misma. La separación será acordada por la junta directiva tras la instrucción del oportuno expediente, y previa audiencia del asociado/a. Contra la resolución adoptada cabrá recurso ante la primera asamblea general.

Artículo 27. Les socios de números y fundadores tendrán los siguientes derechos:

- A. Participar en cuantas actividades organice la Asociación en cumplimiento de sus fines.
- B. Disfrutar de todas las ventajas y beneficios que la Asociación pueda obtener.
- C. Participar en las Asambleas con voz y voto.
- D. Ser electores y elegibles para los cargos de la Junta Directiva.
- E. Recibir informaciones sobre los acuerdos adoptados por los órganos de la Asociación.
- F. Ser oído con carácter previo a la adopción de medidas disciplinarias contra él y a ser informado de los hechos que den

lugar a tales medidas, debiendo ser motivado el acuerdo que, en su caso, imponga la sanción.

- G. Ser informado acerca de la composición de los órganos de gobierno y presentación de la asociación, de su estado de cuentas y del desarrollo de su actividad.
- H. Impugnar los acuerdos de los órganos de la asociación que estime contrarios a la ley o a los estatutos.

Artículo 28. Son obligaciones de los socios fundadores y de número las siguientes obligaciones:

- A. Observar las prescripciones de los presentes estatutos y acatar democráticamente, sin perjuicio del libro de derecho de crítica, las decisiones adoptadas por la Junta Directiva.
- B. Colaborar en el desarrollo de las tareas que en todo momento emprenda la asociación.
- C. Satisfacer las cuotas que se establezcan.
- D. Cualquier otro derecho que pueda nacer de lo establecido en los presentes estatutos, o de los reglamentos que los desarrollen, o de las normas generales vigentes.

Artículo 29. La asociación, podrá nombrar miembros de honor aquellas personas que por su prestigio o por haber contribuido de modo relevante a la dignificación y desarrollo de la asociación, se hagan acreedores a tal distinción. La propuesta de nombramiento de los miembros de honor corresponderá a la Junta Directiva y será aprobada por la Asamblea General.

Artículo 30. Los socios/as podrán ser sancionados/as por la Junta Directiva, por infringir los presentes estatutos o los acuerdos de la asamblea general o de la junta directiva. Las sanciones pueden comprender desde la supresión temporal de sus derechos como asociado/a, hasta la separación definitiva de la asociación.

Las faltas sujetas de sanción se clasifican se leves, graves o muy graves.

Serán faltas leves cuando se alteren las normas de respeto y convivencia de los socios/as o exista ofensa verbal hacia alguno de los mismos.

Tendrán la consideración de faltas graves cuando sean promovidas acciones contrarias a los fines de nuestra asociación o se obstaculice la participación y el funcionamiento democrático de la misma, así como el

incumplimiento con el cargo para el que haya sido elegido o la toma de decisiones por cuenta propia sin contar con directiva o la asamblea de socios.

Serán consideradas faltas muy graves las sustracciones de bienes o objetos propiedad de la asociación, la apropiación indebida de documentos básicos así como sacarlos de la sede de la misma sin existir causa mayor. El incumplimiento de los estatutos en lo referente a la convocatoria de las reuniones.

DE LAS SANCIONES:

Por falta leve: podrá existir amonestación verbal privada o amonestación individual por escrito.

Por falta grave: amonestación escrito y supresión de los derechos de socio por un tiempo no superior de un mes.

Inhabilitación para cargo, durante un periodo no superior a dos años.

Perdida del derecho de participación en la asociación por un periodo mayor de un mes y no superior a un año.

Por falta muy grave: suspensión de los derechos de socio por un periodo mayor a seis meses y no superior a tres años.

Pérdida definitiva de la condición de socio.

En todos los casos deberá escucharse a la parte implicada antes de proceder a la valoración de la gravedad de la falta.

El grado de la gravedad de una falta se decide como aplicación de estas normas y nunca como decisión arbitraria de la junta directiva o del presidente/a.

Se dejará constancia por escrito en las actas correspondientes, especificando los hechos, elementos a favor y en contra, puntos de estas normas que se aplican y los resultados de las votaciones, tanto de la junta directiva como de la asamblea de socios.

En todos los casos, el socio afectado podrá acudir a los órganos pertinentes que estime oportunos.

CAPITULO CINCO:

Del régimen económico.

Artículo 31.

Los recursos económicos previstos para el desarrollo de las actividades sociales y culturales serán las siguientes:

- A. Las cuotas de socios periódicas o extraordinaria que acuerde la Junta Directiva
- B. Aportaciones voluntarias (donaciones, subvenciones, herencias o legados) que reciba de forma legal por parte de los asociados o terceras personas.
- C. Cualquier otro autorizado por las leyes.

Artículo 32.

La asociación carece de patrimonio inicial, siendo el cierre del ejercicio social del 31 de diciembre cada año. Es competencia de la Junta Directiva y de sus órganos delegados tomar los correspondientes acuerdos en materia económicos y patrimoniales.

El límite del presupuesto anual será de: Cinco mil cincuenta y tres euros. Salvo acuerdo modificadorio en la asamblea general.

Artículo 33.

Para la admisión futura de nuevos socios, podrá ser fijada para la junta directiva, una aportación económica inicial no reintegrable.

Artículo 34.

Anualmente se practicara el inventario y balance de situación que se formalizara en una memoria anual y será dada a conocer a los socios, que deberán aprobarlo o censurarlo en la asamblea general ordinaria.

CAPITULO SEIS:

De la disolución de la asociación

Artículo 35.

La disolución de la Asociación se acordará por la voluntad de los asociados expresada en Asamblea General Extraordinaria convocada al efecto, así como por las causas determinadas en el artículo 39 del código Civil y por sentencia judicial firme. La aprobación del acuerdo de disolución, tal como se recoge en el artículo 22, requiere mayoría cualificada de personas presentes o representadas.

Artículo 36. En caso de disolución, podrá nombrarse, por la Asamblea General Extraordinaria, una comisión liquidadora la cual, una vez extinguidas las deudas, y si existiese sobrante liquido lo destinará a otras asociaciones de Cantabria sin ánimo de lucro que persigan fines análogos, y en caso de no ser esto posible, se destinará a asociaciones

de Cantabria de carácter benéfico, sin que en ningún caso quede desvirtuado el fin no lucrativo de esta asociación.

En caso de que no se nombra comisión liquidadora, los miembros del órgano de representación se convertirán en liquidadores.

DISPOSICION ADICIONAL

En todo cuanto no esté previsto en los presentes Estatutos se aplicará la vigente Ley Orgánica 1/2002, de 22 de marzo, reguladora del Derecho de Asociación, y las disposiciones complementarias.

DISPOSICION FINAL

D/D^a Ana Belén Andrés López, Secretaria de la asociación: VACP INTERNATIONALE

CERTIFICA: que los presentes Estatutos han sido modificados de acuerdo con las previsiones de la Ley Orgánica 1/2002, de 22 de marzo, por acuerdo de la Asamblea General Extraordinaria de asociados de fecha de 16 de diciembre de 2014 y que son rubricados en cada una de las hojas que lo integran.

Vº. Bº.

Fdo.:

Fdo.:

El Secretario/a

El Presidente/a

Ana Belén Andrés López.

Serge Gabriel Salla Nkoumba.

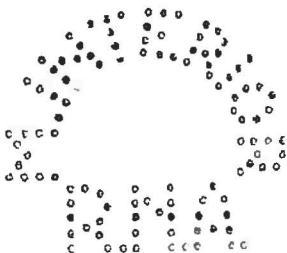


PRACTICADA LA INSCRIPCIÓN DE MODIFICACIÓN DE ESTATUTOS CORRESPONDIENTE A LA ENTIDAD VACP INTERNATIONALE, INSCRITA EN EL GRUPO 1 SECCIÓN 1 NÚMERO NACIONAL 607559, LA DOCUMENTACIÓN HA SIDO DEPOSITADA EN EL REGISTRO NACIONAL DE ASOCIACIONES.

Madrid, 07/04/2015

LA JEFA DEL ÁREA DE ASOCIACIONES

PALOMA LÓPEZ PONCE



N.I.F: G39712781 Referencia: G3960012000943

Dependencia Provincial de Gestión
SANTANDER
CL CALVO SOTELO 00027 2º
39071 SANTANDER
Telf. 942204000
Fax. 942312877

Nº de Remesa: 21390013



9028010852 Nº Certificado: 1299955400892

ASOC VACP INTERNATIONALE
CALLE EMILIO DIAZ CANEJA 6 PLANTA 1, PUERTA E
39011 SANTANDER
CANTABRIA

El obligado tributario designado en el encabezamiento, presentó en fecha **14/05/2012** solicitud de reconocimiento como entidad o establecimiento de carácter social de acuerdo con el artículo 20.Tres de la Ley 37/1992.

Conforme con el citado artículo 20.Tres de la Ley 37/1992, de 28 de diciembre, del Impuesto sobre el Valor Añadido (BOE 29/12/1992), el artículo 6 del Reglamento del Impuesto sobre el Valor Añadido, aprobado por el Real Decreto 1642/1992 (BOE 31/12/1992) y demás disposiciones que resultan de aplicación, procede adoptar el siguiente

ACUERDO

Reconocer a la entidad solicitante la condición de entidad o establecimiento de carácter social, a efectos de lo dispuesto en el artículo 20.Uno de la Ley 37/1992.

El reconocimiento del carácter social surtirá efectos respecto de las operaciones cuyo devengo se produzca a partir de la fecha de la solicitud, siendo necesario en todo caso para que las operaciones estén exentas cumplir con lo establecido en el citado artículo 20.Uno, apartados 8, 13 y/o 14.

La eficacia de este reconocimiento quedará, además, condicionada a la subsistencia de los requisitos que, según lo dispuesto en la normativa del Impuesto, hayan fundamentado dicho reconocimiento.

Cualquier modificación de las circunstancias determinantes del presente reconocimiento deberá comunicarse por la entidad a la Delegación o Administración de la Agencia Estatal de Administración Tributaria correspondiente a su domicilio fiscal.

Lo que se comunica para su conocimiento y efectos oportunos.

En caso de disconformidad con este acuerdo, podrá interponerse en el plazo de UN MES contado a partir del día siguiente a su notificación, bien RECURSO DE REPOSICIÓN ante el órgano administrativo que dictó este acto, bien RECLAMACIÓN ECONÓMICO-ADMINISTRATIVA dirigida a esta Delegación Especial, la cual dará traslado de la misma al Tribunal Económico-Administrativo competente, sin que en ningún caso puedan simultanearse ambos recursos.

N.I.F: G39712781 Referencia: G3960012000943

En Santander, a 16 de Mayo de 2012

El Delegado Especial de la A.E.A.T.



Adrian F. Montejo Jiménez



Delegación de SANTANDER
OFICINA DE GESTIÓN TRIBUTARIA
CL CALVO SOTELO, 27
39071 SANTANDER (CANTABRIA)
Tel. 942204000
Fax. 942312877

Nº de Remesa: 00021430010



9028010852 Nº Certificado: 1219455400149

ASOC VACP INTERNATIONALE
APARTADO DE CORREOS NUMERO: 2012
39080 SANTANDER
CANTABRIA

COMUNICACIÓN DE TARJETA ACREDITATIVA DEL NÚMERO DE IDENTIFICACIÓN FISCAL (NIF)

Con esta comunicación se envía la tarjeta acreditativa del NIF que figura en la parte inferior de este documento. Este documento tiene plena validez para acreditar el NIF asignado. Asimismo, si resulta más cómodo, se puede recortar la tarjeta que figura en la parte inferior y que posee los mismos efectos acreditativos que el documento completo. Se podrá verificar la validez de este documento siguiendo el procedimiento general para el cotejo de documentos habilitado en la Sede Electrónica de la Agencia Tributaria (www.agenciatributaria.gob.es), utilizando el código seguro de verificación que figura al pie. Además, también se podrá verificar la validez de la Tarjeta de Identificación Fiscal en dicha Sede Electrónica, en Utilidades>Cotejo de documentos mediante el Código Seguro de Verificación (CSV)>Comprobación de la autenticidad de las Tarjetas de Identificación Fiscal, introduciendo el NIF y el código electrónico que aparece en la propia tarjeta. Se recuerda que se debe incluir el NIF en todos los documentos de naturaleza o con trascendencia tributaria que expida como consecuencia del desarrollo de su actividad, así como en todas las autoliquidaciones, declaraciones, comunicaciones o escritos que se presenten ante la Administración tributaria.

SANTANDER, 22 de Mayo de 2012
El Delegado Especial de la A.E.A.T.

Adrian F. Montejo Jiménez

		TARJETA DE IDENTIFICACIÓN FISCAL
MINISTERIO DE ECONOMÍA Y HACIENDA	Agencia Tributaria www.agenciatributaria.es	Número de Identificación Fiscal Definitivo
		G39712781
Denominación ASOC VACP INTERNATIONALE		
Razón Social		
Anagrama Comercial:		
Domicilio Social	CALLE EMILIO DIAZ CANEJA, NUM. 6	
	PLANTA 1, PUERTA E	
	39011 SANTANDER - (CANTABRIA)	
Domicilio Fiscal	CALLE NARCISO CUEVAS, NUM. 9	
	PLANTA 5, PUERTA B	
	39010 SANTANDER - (CANTABRIA)	
Administración de la AEAT 39600 SANTANDER		
Fecha N.I.F. Definitivo: 11-08-2009		
Código Electrónico:		24ABE127EB1D1CA5

Copia de inscripción
en registro d' Assoc.
Gov. Cantabria.

Requ CLT / CIH / ITH

Le 17 AGOST 2015

Nº 0151

La ASOCIACIÓN VACP INTERNACIONALE, con domicilio social en C/ UNIVERSIDAD Nº 5, 1º D, 39010 - SANTANDER regulada por los presentes estatutos, queda inscrita a los solos efectos de publicidad, en el Registro de Asociaciones de Cantabria, Sección PRIMERA, con el número 4601 en el día de la fecha.

Santander a, 20 DE JULIO DE 2009.

SECRETARIA GENERAL DE LA CONSEJERIA DE PRESIDENCIA Y JUSTICIA





**GOBIERNO
de
CANTABRIA**

CONSEJERÍA DE PRESIDENCIA,

Y JUSTICIA

SECRETARÍA GENERAL

RESOLUCIÓN

Vista la solicitud, de la ASOCIACIÓN VACP INTERNATIONALE, para su inscripción en el Registro General de Asociaciones, y vistos los siguientes:

ANTECEDENTES DE HECHO

PRIMERO.- Con fecha 11 DE JUNIO DE 2009, se presenta por la ASOCIACIÓN VACP INTERNATIONALE, solicitud de inscripción en el registro de Asociaciones de la Consejería de Presidencia y Justicia del Gobierno de Cantabria.

SEGUNDO.- Con fecha 22 DE JUNIO DE 2009, se requiere al interesado por parte del Registro de Asociaciones para que subsane las deficiencias, subsanándose, por parte del interesado el 15 DE JULIO DE 2009.

FUNDAMENTOS JURIDICOS

I

La competencia para dictar resolución le corresponde a la Secretaría General de la Consejería de Presidencia y Justicia, de acuerdo con lo dispuesto en el artículo 6 del Decreto 73/1997, de 7 de julio, en relación con el artículo 3.3 del Decreto 61/1996, de 28 de junio.

II

Entrando en el fondo del asunto, la Ley Orgánica 1/2002, de 22 de marzo, se dictó con el fin de desarrollar de manera amplia el Derecho de Asociación previsto en el artículo 22 de la Constitución Española de 1978.

El artículo 10 de la Ley 1/2002, de 22 de marzo, determina, la obligación de las asociaciones de inscribirse en el correspondiente registro a los solos efectos de publicidad, asimismo, la inscripción registral hace pública la constitución y los estatutos de las asociaciones y es garantía, tanto para los terceros que con ellas se relacionan, como para sus propios miembros.

III



GOBIERNO
de
CANTABRIA

CONSEJERIA DE PRESIDENCIA,

Y JUSTICIA

SECRETARIA GENERAL

El artículo 3 del Decreto 61/1996, de 28 de junio, por el que se regula el ejercicio de las competencias trasferidas en materia de asociaciones, dispone que las solicitudes de inscripción en el Registro de Asociaciones, dirigidas al Consejero de Presidencia, deberán ir acompañadas, por triplicado ejemplar, del acta fundacional, estatutos y relación de miembros de su órgano directivo.

En el presente caso, y dado que se han observado determinadas deficiencias en la documentación presentada, se requiere al interesado para la subsanación de las mismas, lo cual se le notifica, siendo subsanadas en fecha 15 DE JULIO DE 2009, por lo que procede la inscripción en el Registro de Asociaciones de Cantabria.

Por todo lo expuesto, **RESUELVO:**

Acordar la inscripción en el registro de Asociaciones de Cantabria de la ASOCIACIÓN VACP INTERNATIONALE y visar los Estatutos por los que habrá de continuar rigiéndose.

Contra la presente Resolución, que no agota la vía administrativa, podrá interponerse recurso de alzada ante el Consejero de Presidencia y Justicia del Gobierno de Cantabria, en el plazo de un mes, sin perjuicio de que pueda ejercitar cualquier otro que estime procedente.

Notifíquese a: INTERESADO Y MINISTERIO DEL INTERIOR

Santander, 20 DE JULIO DE 2009

LA SECRETARIA GENERAL DE PRESIDENCIA Y JUSTICIA



Fdo. Jezabel Morán Lamadrid